

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de la SCI Les Vignes de l'Ecluse 928, avenue du Pont Trinquat Parcelles cadastrées DS 653p Promesse unilatérale de vente

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 14 décembre 2009, le conseil municipal a fixé les objectifs du projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès. Ce projet s'inscrit dans le développement de la Ville, notamment de l'opération Port Marianne, et la nécessité d'adapter les infrastructures viaires à sa forte croissance démographique.

Cette avenue est considérée comme un maillon fonctionnel important du réseau viaire montpelliérain dans la perspective de la réalisation en cours du pont de la République en franchissement du Lez.

L'aménagement prévu permettra de transformer l'actuelle voie à sens unique et ses cheminements piétons étroits et peu sécurisés, en une voie urbaine d'une largeur comprise entre 13 et 15 mètres définie à l'issue d'une large concertation menée auprès des riverains. Le profil en travers de cette nouvelle voie déclinera les fonctionnalités suivantes : double sens de circulation, trottoirs bilatéraux intégrant sur le côté sud-ouest un espace partagé piétons/cycles confortable de 5 mètres de large, et stationnement unilatéral discontinu.

Par arrêté du 18 juillet 2012, le préfet de l'Hérault a déclaré l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles nécessaires à sa réalisation.

S'agissant de la propriété de la SCI Les Vignes de l'Ecluse, l'opération prévoit l'acquisition par la Ville d'une emprise de 272 m² issue de la parcelle cadastrée DS 653. Le représentant de la SCI a accepté de signer une promesse unilatérale de vente à la Ville de cette emprise au prix de 80 €/m², soit 24.936 € toutes indemnités confondues, se décomposant de la façon suivante :

Indemnité principale : 21.760 €
Indemnité de emploi : 3.176 €
Indemnité totale : 24.936 €

Au vu de l'estimation des services fiscaux, la Ville doit désormais accepter cette promesse dans laquelle elle s'engage en outre à réaliser, en tant que travaux de reconstitution des équipements, un talutage avec une pente à 45° en limite de la nouvelle voirie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la promesse unilatérale de vente, signée le 23 avril 2013 par le représentant de la SCI Les Vignes de l'Ecluse, promettant de céder à la Ville un terrain nu de 272 m² issu de la parcelle cadastrée DS 653 située 928, avenue du Pont Trinquat au prix de 24.936 € ;
- de lever l'option de cette promesse unilatérale de vente afin de procéder à l'acquisition foncière correspondante ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique constatant la vente au notaire du vendeur ;
- de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition sera prélevé sur le budget de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013